

Patrick BONNET
11 rue de la République
57380 Faulquemont

Faulquemont, le 27 décembre 2018

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

Je suis le rapporteur d'une rencontre entre des Gilets Jaunes venus de plusieurs "Ronds-points" du département de la Moselle ; des personnes de tous les âges, des jeunes, des retraités, des actifs de différents corps de métiers, des chômeurs, des "laissés-pour-compte"... Des Gilets Jaunes d'Alsace, des Cévennes, du Gers se sont associés à cet envoi.

Cette réunion murissait dans l'esprit de plusieurs d'entre nous qui estimaient que la violence n'était pas la solution. Ainsi, avec ce courrier, vous trouverez une liste de revendications.

De nombreux signes précurseurs de cette crise venue du bas auraient dû attirer votre attention, ainsi que celle des élus, des syndicats, des nombreux et brillantissimes sujets sortis des grandes écoles de la République. Seulement ces signes se passaient ailleurs dans le monde. Des peuples ont manifesté leur colère : *"Printemps Arabe ; Pays basculant dans l'extrémisme ou subissant le joug de la dictature"*. Vous rendez-vous compte que le Président du Brésil a été élu essentiellement sur son projet de mettre fin à la corruption. C'est vous dire le ras-le-bol des Peuples.

Vous, monsieur le Président de la République, et avec vous tous les dirigeants élus ou non élus, êtes responsables de cette situation. N'avez-vous donc pas constaté que depuis de nombreuses années le nombre de votants diminuait ? Il suffit pourtant de regarder le nombre de suffrages exprimés lors de la dernière élection présidentielle.

A peine élus, nombreux sont ceux qui ne pensent qu'à leur réélection, faisant fi de leurs promesses, oubliant que ceux qui les ont élus attendent d'eux qu'ils portent leurs paroles dans l'hémicycle.

Aujourd'hui celles et ceux du Peuple de France manifestent leur colère, si vous les avez entendus, vous restez incapables de les écouter, convaincus que vous seuls savez ce dont le Peuple a besoin. Le Peuple en a marre. Elle est terminée l'époque de la Rome décadente, où Juvénal disait que pour gouverner, il fallait donner au peuple du Pain et des Jeux.

Vous avez trompé le Peuple avec votre histoire de nouveau monde et de ruissellement. Même ceux qui vous ont élu, sur votre nom et non pas par défaut, se sentent trahis par vos décisions, par votre comportement.

Le Peuple d'aujourd'hui n'a plus confiance, il veut être acteur de sa vie. Il ne veut plus être mis à l'écart des décisions politiques, des décisions prises par une poignée de soi-disant « sachants ». Le Peuple de France ne veut plus attendre.

Afin de répondre à certaines de nos revendications, vous avez décidé de faire appel aux corps intermédiaires que sont les élus dits de terrain ainsi qu'aux syndicats. Malheureusement et par leur faute, trop d'élus ont contribué à ce que l'on dise d'eux qu'ils « sont tous pourris ».

Aussi, nous avons choisi de faire débat entre nous, au cours de notre rencontre, chacun a pu s'exprimer, a dit ce qu'il voudrait que vous entendiez. Car si le moment est au dialogue, il est surtout à la mise en pratique immédiate des réformes voulues par le Peuple de France.

Forts de vos propos « *on ne peut réformer qu'avec le peuple* » et il faut bien le reconnaître, face au peu d'enthousiasme de madame la Députée de la 7^{ème} circonscription de Moselle à nous apporter son aide, en gardant pour ligne de conduite l'intérêt général, nous nous sommes passés des corps intermédiaires.

Précisons qu'après le refus du maire d'une commune de nous prêter une salle, cette députée a été sollicitée à son tour, via les services préfectoraux. Les seuls propos que nous avons retenus de celle-ci sont : *"Qu'elle était en rendez-vous avec madame la ministre ; qu'elle avait peu de temps à consacrer ; que 3 journalistes l'attendaient ; qu'elle avait rencontré des Gilets Jaunes et qu'en conséquence elle savait ce que nous voulions* ». Depuis le 5 décembre, les seules nouvelles de madame la Députée que nous ayons, c'est lorsqu'elle est apparue dans une émission de télévision (« Sept à Huit » du dimanche 9 décembre).

Dans votre discours, vous déclarez monsieur le Président : *"Je veux que soient posées les questions suivies de toute une liste de thèmes (la représentation, les courants d'opinion, la prise en compte du vote blanc, l'équilibre de la fiscalité, le quotidien, la question de l'organisation de l'Etat)"*. Il ne s'agit plus aujourd'hui de savoir ce que VOUS, vous voulez, mais il s'agit de savoir ce que NOUS, nous voulons. Des vœux pieux que nous voulons voir remplacés par des actes, des dates, des délais à court terme.

Vous trouverez donc, joint à ce courrier, une liste de revendications recueillies par mail, par téléphone, par courriers et lors de notre réunion. Je précise que cette liste n'est pas exhaustive, mais il nous apparaissait urgent que vous ayez une présentation structurée de nos demandes.

Monsieur le Président, entendez notre message. Je terminerai par l'analyse d'un historien des mouvements sociaux qui répondant à la question d'une journaliste (Républicain-Lorrain du 10/12/2018) disait : *« Le mouvement se veut un contre-pouvoir qui attend du pouvoir politique qu'il aille suffisamment loin dans ses concessions pour s'estimer satisfait. Mais c'est extrêmement compliqué car, comme ils ne se donnent pas de porte-parole, le pouvoir peine à identifier les mesures qui pourraient calmer la colère. Il finira peut-être à faiblir, par fatigue, mais ce serait une mauvaise solution car la colère resurgira forcément plus tard. »*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

PS : Aujourd'hui, vous faites encore l'erreur de « castanériser » les ronds-points en démolissant les abris des Gilets Jaunes. Vous attisez encore leur colère, leur haine et le mot n'est pas trop fort. Vous ne pouvez pas dire d'un côté « Je vous ai compris » et de l'autre utiliser la force publique pour museler des années de mépris. Il semble même que vos forces de l'ordre locales, Gilets Jaunes lorsque l'uniforme est tombé, reconnaissent l'erreur de cette mesure.

Nous demandons :

- L'interdiction de se présenter à une élection ou de postuler à la direction d'un syndicat (eau, collecte...) à tout élu condamné pénalement ;
- La suppression de la « pause » des procédures pénales qui précède les élections ;
- La réduction des délais de justice ;
- L'égalité des élus dans le cadre de leur fonction ;
- Le renforcement du pouvoir d'action de la Cour des Comptes...

Nous demandons :

- La diminution du nombre de députés, de leurs revenus, de leurs indemnités, de leurs avantages,
- La sanction forte de l'absentéisme parlementaire ;
- La suppression du sénat ;
- La suppression des avantages accordés aux élus lorsqu'ils ne sont plus en fonction ;
- La prise en compte des réalisations existantes proches, avant que ne soient accordées les subventions aux communes par les départements, les régions pour des réalisations similaires ;
- Le contrôle des dépenses de l'Elysée, des ministères, de toutes les administrations de l'Etat par un collège de citoyen ;
- La réduction des commissions nationales ; La taxation des GAFA ;
- La suppression des remboursements de soins en rapport ou conséquence de leur sport aux sportifs de très haut niveau par les organismes de santé ainsi que le remboursement des frais de santé dus par les dirigeants étrangers ;
- La chasse à l'échappement fiscal sanctionnée de manière stricte et sans appel avec remboursement immédiat de tout détournement ;
- L'arrêt des emprunts auprès des organismes bancaires privés ; que l'Etat réemprunte auprès de la Banque de France ;
- Le contrôle budgétaire des institutions afin de ne pas dépenser inutilement le restant de leur budget en fin d'année...

Nous demandons :

- L'indexation des salaires sur le coût de la vie fonctionnaire compris ;
- La revalorisation des retraites, que celles des veuves soit réévaluée à 80% ;
- L'attribution d'une prime aux personnes touchant le minimum retraite exonéré de la CSG ;
- Que l'écart salarial entre un salarié et une personne percevant le chômage soit important ;
- L'augmentation du SMIC ;
- Le paiement de la prime de fin d'année aux fonctionnaires ;
- Le paiement et la défiscalisation des heures supplémentaires dues aux forces de l'ordre ;
- L'étude préalable sur les effets du ruissellement de l'Impôt Sur la Fortune et conclure en conséquence ;
- L'arrêt de l'impôt à la source ;
- Le calcul de l'impôt sur le revenu plus juste ;
- La réduction des taxes (eaux, gaz, essence...) ;
- La suppression de la CSG ;
- Le retour des institutions au plus près des citoyens (hôpitaux, maternités, postes, impôts, tribunaux, collège, lycée, école, aide scolaire...) ; L'arrêt du regroupement en grand pôle ;
- Le rétablissement de la circulation des trains et des bus desservant les petites communes ;
- Le rétablissement de la vitesse à 90km/h ;

- L'entretien renforcé des voiries devenues dangereuses pour les usagers...

Nous demandons :

- La suppression de la parité lors des élections (maire...) ;
- L'adoption de la représentativité proportionnelle en fonction des voix obtenues ;
- La comptabilisation du vote blanc ;
- L'instauration du référendum d'initiative citoyenne ;
- La démission des candidats à leur réélection 5 mois avant le scrutin ;
- Le référendum municipal pour l'engagement de dépenses hors programme ;
- La déclaration de patrimoine pour tous les élus ;
- La modification de la loi sur la limitation du cumul à trois mandats, afin que soit pris en compte les mandats précédemment effectués ;
- L'interdiction de cumuler mandats électifs avec la présidence d'une intercommunalité ou autre syndicat ;
- La modification d'attribution de la Légion d'Honneur ;
- L'adaptation de la taxe selon que le produit de consommation ait été réalisé dans un rayon de 200kms ou non ;
- Une meilleure lisibilité de l'étiquetage des produits de consommation ;
- L'adaptation du modèle du régime Alsace-Moselle aux autres caisses d'assurances maladies ;
- La mise en place de commissions de contrôles de citoyens dans la cadre des augmentations : mutuelle, complémentaire, assurance, eau, électricité, gaz, autoroute... ;
- L'implication de collèges de non élus à tous les niveaux de décision (commune, département, région, intercommunalité, état ...).
- Nous attendons de nos dirigeants le respect de notre Constitution et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, en cessant tout commerces avec les pays méprisant cette doctrine sur leur propre territoire...

Nous demandons :

- La mise en place du feroutage ; La taxation du carburant des avions et des bateaux...

Nous demandons :

- Que soit conjuré les déserts médicaux et que développ le nombre de médecins spécialistes...

Nous demandons :

- La suppression de la corrida, de la chasse à courre, de la chasse présidentielle ;
- La vidéo surveillance dans tous les abattoirs ; L'interdiction de l'abattage dit « halal » ;
- La favorisation de l'adoption de l'animal de compagnie auprès des associations protectrices des animaux...

Nous demandons :

- Qu'à toutes ces réformes soient associés des collèges de citoyen ainsi que la mise en place d'un calendrier de toutes ces réformes.